

Conférence internationale de la Fondation Croix-Rouge française

26 octobre 2023 - Paris

Transition humanitaire : état d'une notion à l'épreuve des crises

Rapport de la conférence

rédigé par les étudiants
du "Master in Human rights and humanitarian Action"
de l'Ecole des Affaires internationales (PSIA)
de Sciences Po :

Giordano CANI
Nathan CHARLES
Stephanie HAENSELER
Hannah MILLER
Annabelle RENOULT-LEBRUN
Evelyn WHITMEY

sous la direction de :

Rana KHAROUF, docteure en droit international, enseignante à Sciences
Po PSIA

Julien ANTOULY, coordinateur des programmes scientifiques et de la va-
lorisation des recherches à la Fondation Croix-Rouge française

SciencesPo
PARIS SCHOOL OF INTERNATIONAL AFFAIRS

10 FONDATION
croix-rouge française
ANS 2013 2023 de recherche au cœur
des vulnérabilités





Caren Ramanantoanina / IFRC Africa

Edition des 10 ans - 26 octobre 2023 - Paris

Conférence internationale de la Fondation

Transition humanitaire : état d'une notion à l'épreuve des crises

Événement co-organisé avec :



Sommaire

Table ronde 1 : « La transition humanitaire 10 ans après : enjeux d'un objet de recherche entre local et international »	.4
Intervenants	
Contexte et problématique	
L'essentiel	
Les propositions, du dialogue à l'action	
Table ronde 2 : « Epidémies et santé au-delà de la médecine : quelle action pour surmonter les obstacles au recours aux soins ? »	.8
Intervenants	
Contexte et problématique	
L'essentiel	
Les propositions, du dialogue à l'action	
Table ronde 3 : « Exils et accueils : l'expérience migratoire en question »	.12
Intervenants	
Contexte	
L'essentiel	
Les propositions, du dialogue à l'action	
Table ronde 4 : « Risques climatiques et catastrophes : penser et affronter les désastres »	.16
Intervenants	
Contexte	
L'essentiel	
Les propositions, du dialogue à l'action	
Table ronde 5 : « Faire de la recherche sur et avec les humanitaires : quels enjeux éthiques, financiers, méthodologiques ? »	.20
Intervenants	
Contexte	
L'essentiel	
Les propositions, du dialogue à l'action	
Annexes	.24
Biographies des intervenants de la Conférence	
Co-organisateur et partenaires de la Conférence	



Table ronde 1

« La transition humanitaire 10 ans après : enjeux d'un objet de recherche entre local et international »

Invertendants :

- **Dorothea HILHORST**, sociologue professeure d'études humanitaires, International Institute of Social Studies, Université Erasmus de Rotterdam, présidente de l'International Humanitarian Studies Association (IHSA).
From humanitarianism to humanitarianisms [La pluralisation de l'humanitaire]
- **Anicet ZRAN**, historien, enseignant-chercheur à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire), lauréat 2018 d'une bourse de la Fondation
Les ONG locales à l'épreuve des crises sanitaires en contexte de transition humanitaire
- **Christine NTAHE**, présidente de la Croix-Rouge du Burundi (CRB)
L'action locale à l'épreuve des vulnérabilités et des modèles internationaux
- **Ryoa CHUNG**, philosophe, professeur titulaire et co-directrice du Centre de recherche en éthique (CRE), vice-présidente de l'Association canadienne de philosophie
De l'universalité à la localisation, l'action humanitaire à l'épreuve de l'éthique des relations internationales

Modérateurs :

- **Virginie TROIT**, directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française
- **Pr Jean-François MATTEI**, président honoraire de la Croix-Rouge française et ancien président du Fonds Croix-Rouge française



Contexte et problématique

Ces dix dernières années, le secteur humanitaire a connu des bouleversements profonds, qu'ils soient exogènes ou endogènes, éclairant sous un jour nouveau les dynamiques de « transition » ou de changement de paradigme qui sont à l'œuvre : appels à une « localisation de l'aide », nouvelles normes internationales et pratiques d'assistance, évolution des relations entre pouvoirs publics et ONG, polarisation des sociétés, mouvements de lutte contre les discriminations, big data et nouvelles technologies, etc. Cette table ronde visait à offrir un aperçu de cette transition, qui combine mutations et inertie, à l'aune des grandes crises humanitaires de ces dernières années, qu'elles soient sanitaires, migratoires ou climatiques.

L'essentiel

Le bilan des dix dernières années atteste clairement le changement de paradigme qui traverse le secteur humanitaire. Qu'elles soient sanitaires, migratoires ou climatiques, les dernières grandes crises humanitaires ont renforcé les dynamiques de transition vers une **aide humanitaire localisée** et de proximité mais ont aussi mis en lumière les phénomènes qui s'y opposent illustrés par l'échec d'atteindre les objectifs du *Grand Bargain*.

En partageant leurs témoignages sur l'action humanitaire pendant les dix dernières années, les grands témoins et intervenants de cette première table ronde ont contribué à apporter un **éclairage pluri-disciplinaire** sur les dynamiques en jeu dans l'actuelle transition humanitaire, autant sur les relations entre le niveau international et celui des acteurs locaux.

● Selon les intervenants, la gouvernance humanitaire devrait se matérialiser par **une collaboration entre de nombreux acteurs humanitaires nationaux et internationaux**. Les gouvernements nationaux ont éprouvé des difficultés à faire face aux récents événements humanitaires, comme illustré par les exemples en Éthiopie, au Congo et en Colombie, où chaque crise nécessite une approche spécifique. Dans cette perspective, il est primordial d'accorder une **attention accrue à la localisation** de l'action humanitaire en tenant compte sérieusement du contexte de la crise. Bien que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) soit perçu comme l'acteur international le plus influent en matière humanitaire, il est essentiel d'opérer une **transition vers l'échelle locale**. Un modèle potentiel pour l'avenir pourrait consister à se concentrer sur la structure de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), formée par l'union de plusieurs Sociétés nationales partageant des valeurs communes, tout en tenant compte de leur propre contexte.

● Les intervenants ont souligné l'impératif de **renforcer la proximité** dans le secteur humanitaire. Ils ont souligné l'exemple de la **Société nationale de la Croix-Rouge du Burundi** (CRB), positionnée au carrefour des vulnérabilités. Profondément enracinée dans sa communauté, la CRB a émergé en tant qu'acteur intermédiaire, jouant un rôle central aussi bien au sein de la communauté qu'à sa périphérie. Les membres de la Croix-rouge du Burundi reconnaissent unanimement que la **solidarité** constitue le principe fondamental pour construire avec succès l'avenir et remédier aux événements passés. La reconstruction complète de la CRB a été entreprise afin de collaborer de manière concertée avec les institutions gouvernementales nationales. Malgré l'ère médiatique actuelle axée sur les catastrophes, le Burundi est rarement présent dans les médias. Bien que la CRB s'appuie sur des pratiques et des normes conformes au cadre légal et procédural international, elle fait souvent face à des obstacles pour obtenir l'aide rapidement. Il est essentiel de traduire et d'institutionnaliser universellement ces normes.

● Selon les intervenants, l'exemple de la **Côte d'Ivoire** souligne l'émergence de **deux grandes crises**, à savoir la propagation du SIDA depuis les années 1980 et la guerre civile en 2002, qui ont suscité l'intérêt des populations envers l'action humanitaire. Cependant, au cours de la dernière décennie, le gouvernement a sollicité de nouveaux intervenants humanitaires, contraignant les ONG internationales à prendre du recul. On observe actuellement une **reconfiguration des financements internationaux**, marquée par une influence croissante des États du Golfe. La crise du COVID-19 a également impacté la chaîne d'approvisionnement humanitaire, révélant des lacunes générales dans cette dynamique et mettant en lumière une **instrumentalisation politique de l'aide humanitaire** ainsi qu'une **rivalité croissante entre les acteurs internationaux**.

● Selon les intervenants, il est impératif de **dénaturaliser la catastrophe naturelle**. Les recommandations formulées durant la table-ronde soulignent la nécessité de remettre en question l'**action politique dans l'intervention humanitaire** et de **recontextualiser les acteurs impliqués**. Il est préconisé que l'aide humanitaire soit **apolitique**, en prenant en considération les hiérarchies institutionnelles qui reflètent fréquemment des inégalités. Par conséquent, il est également crucial de s'opposer à l'injustice épistémique, considérée comme la conséquence structurelle des relations historiques et des évolutions qui persistent dans notre monde.



Les propositions, du dialogue à l'action :

Favoriser les rapports institutionnels horizontaux, à l'instar des Sociétés nationales du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Renforcer la formation en sciences sociales des acteurs et personnels humanitaires, pour une meilleure compréhension des contextes d'intervention.

Reconnaître que le pluralisme culturel n'est pas qu'une forme de relativisme, mais plutôt la reconnaissance des propres spécificités culturelles et une manière de penser l'universalisme en lien avec les contextes locaux.



@Naomie Nolté

Table ronde 2

« Epidémies et santé au-delà de la médecine : quelle action pour surmonter les obstacles au recours aux soins ? »

Invertendants :

- **Alice DESCLAUX**, anthropologue de la santé, directrice de recherche à l'IRD
Nouveaux liens et enjeux des réponses institutionnelles et communautaires en Afrique, d'Ebola à la Covid-19
- **Aude STURMA**, sociologue de l'environnement, chargée de recherche au CNRS
L'eau à Mayotte : un récit de l'adaptation des populations vulnérables face à une crise devenue ordinaire
- **Firmin KRA**, anthropologue, enseignant-chercheur à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)
De Bouaké à Marseille : regards sur les rites funéraires dans les réponses aux épidémies
- **Vincent FALGAIROU**, responsable expertise technique à la Croix-Rouge française
Urgence COVID-19 : l'apport de l'humanitaire international à la réponse nationale

Modérateurs :

- **Virginie TROIT**, directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française
- **Laurent VIDAL**, anthropologue, directeur de recherche à l'IRD



Contexte et problématique

Les épidémies sont des révélateurs trop souvent inexplorés des nouveaux liens qui se tissent entre action humanitaire («embarquant» des chercheurs en sciences sociales), politiques internationales de développement et action publique locale qui, au fil des épisodes épidémiques, ont su développer des mécanismes de réaction et d'adaptation. Les lignes d'action se croisent, parfois se superposent autant à l'échelle individuelle entre les personnes affectées et les professionnels de la santé ou bénévoles, qu'à l'échelle opérationnelle sur une grande diversité de territoire ou institutionnelle sur les normes et stratégies. Elle se joue également aux confins des liens sociaux et de leurs ruptures, alors cristallisés par le phénomène épidémique. L'objectif de cette table ronde, sans se limiter au sujet des épidémies, était donc de décrire ces nouveaux liens avec une double préoccupation : d'une part, en s'intéressant à la capacité des acteurs à capitaliser les expériences passées lorsque survient une crise (exemple : les épidémies de VIH-sida, Ebola et Covid-19) et, d'autre part, en présentant des cas pratiques qui montrent comment les recherches sur ces questions renouvellent les liens avec les acteurs et décideurs de la santé publique et les préparent à mieux agir.

L'essentiel

- Selon les intervenants, la pandémie du COVID-19 a fourni une opportunité d'appliquer les enseignements tirés du passé, mettant en évidence que les pandémies sont **vécues de manière distincte** selon les pays et les contextes. Par exemple, la **Guinée a démontré une meilleure résilience au COVID-19 par rapport à Ebola**, en grande partie grâce aux améliorations apportées au système de santé après la crise d'Ebola. Cela inclut le renforcement des capacités de diagnostic local, l'établissement d'un centre de traitement permanent, la mise en place de centres de coordination nationaux, et une meilleure préparation générale aux épidémies. Pendant la pandémie du COVID-19, **la société civile a été efficacement mobilisée en tant que principale partie prenante**. En revanche, la **France a connu des difficultés lors de la pandémie**, soulignant l'importance de contribuer à des interventions efficaces combinées à des réflexions éthiques. La FICR occupe une position centrale, soulevant des questions sur la gouvernance mondiale de la santé qui n'existaient pas à l'époque de la Société des Nations ni lors de la création du CICR.

- **Le manque d'accès aux soins de santé et à d'autres services de base a des répercussions sociales et économiques sur les communautés.** À titre d'exemple, des recherches menées à Mayotte révèlent que près de 17% des dépenses mensuelles d'un ménage sont consacrées à l'eau, dépassant la fourchette normale de 3% à 5%. Le non-accès à l'eau entraîne une relégation aux questions de survie et de déplacement. Dans ce contexte, le rôle des initiatives communautaires est crucial pour accélérer les progrès en termes de besoins et de soins. Le statut juridique a également été identifié comme un moyen d'exclure certains groupes de l'accès à l'eau potable à un prix abordable.

- **Les crises sanitaires sont façonnées par les contextes et influencées par la manière dont le public réagit aux informations relatives à la santé et aux épidémies**, dépendant de divers facteurs sociaux, économiques et culturels. Il est clair qu'**il n'existe pas d'approche universelle, mais des leçons peuvent être tirées du passé** pour améliorer les réponses aux crises. L'absence de respect des rites funéraires lors des enterrements sécurisés des défunts de l'épidémie d'Ebola qui s'est reproduite un peu différemment en crise aiguë de Covid-19, a suscité une catastrophe morale, créant un climat de méfiance entre les communautés (en raison de la manipulation des cadavres) et les figures d'autorité qui refusent de reconnaître la dignité des défunts.

● Les épidémies ont souligné l'urgence de développer des **méthodes d'intervention en amont**, telles que les systèmes de surveillance épidémiologique basés sur les communautés. Une **prise de conscience** s'est opérée au sein de la gouvernance de la Croix-Rouge, avec la constitution d'une équipe rassemblant une expertise nationale et internationale. Après l'élaboration des cadres et des lignes directrices au centre opérationnel de la Croix-Rouge française, les intermédiaires ont facilité **l'intégration des plans d'action au niveau des communautés**. Le COVID-19 représente une crise unique en son genre, touchant directement les professionnels de la santé généralement considérés comme "non vulnérables". Par conséquent, la première priorité a été de **limiter l'impact de l'épidémie sur les équipes de la Croix-Rouge** en adaptant les mesures et en mettant en place des actions, comme la création d'une page fournissant un accès à des informations vérifiées.



Les propositions, du dialogue à l'action :

La phase de préparation et de formation aux crises doit être accompagnée de financements nécessaires et adaptés. Ainsi, il faut encourager les donateurs à ne pas considérer la "résilience" comme une raison d'interrompre les financements futurs. Les communautés sont, par nature, résilientes, mais on hésite parfois à les qualifier ainsi de crainte que les donateurs passent trop vite à de nouveaux projets.

Continuer à renforcer les liens entre la recherche et les secteurs opérationnels, notamment par le biais de la formation technique des médecins/chercheurs et des structures de recherche au sein des organisations humanitaires. Souvent, l'action en amont est rendue difficile lorsqu'il y a une coupure entre les parties ou un décalage entre les conclusions de la recherche et les applications pratiques.



Table ronde 3

« Exils et accueils : l'expérience migratoire en question »

Invertendants :

- **Filip SAVATIC**, chercheur postdoctoral sur le projet Migration Governance and Asylum Crises (MAGYC) au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris
Vécus et parcours des exilés ukrainiens en Europe
- **Aissata IGODOE**, sociologue, chercheuse associée à l'UMR 196 CEPED, lauréate 2020 d'une bourse de la Fondation
L'insertion socioprofessionnelle des jeunes à Agadez, en contexte de crise migratoire
- **Nina SAHRAOUI**, philosophe, chargée de recherche au CNRS (GTM-CRESPPA), lauréate 2022 d'une bourse de la Fondation
Femmes demandeuses d'asile en Ile-de-France, les déterminants sociaux du risque de violences sexuelles et de genre
- **Fabienne LASSALLE**, directrice générale adjointe de SOS Méditerranée
Les défis du sauvetage en Méditerranée centrale

Modérateurs :

- **Marie-Caroline SAGLIO-YATZIMIRSKY**, ethnologue, directrice de l'Institut Convergence Migrations (ICM)
- **Julien ANTOULY**, coordinateur des programmes scientifiques et de la valorisation des recherches à la Fondation Croix-Rouge française



Contexte

L'augmentation des déplacements forcés dans le monde a provoqué ces dernières années plusieurs crises humanitaires, sur l'ensemble des continents. De nombreux travaux en sciences humaines et sociales se sont attachés à mieux comprendre les trajectoires de (sur)vie des exilés, permettant ainsi aux humanitaires de mieux agir à leurs côtés. Cette table ronde a permis de croiser différents regards de sociologues, géographes ou politistes, nécessaires pour saisir les diverses facettes entourant le phénomène migratoire, et tirer des enseignements de ces différentes crises.

L'essentiel

● **Le mouvement de l'Union européenne vers une politique de protection des frontières rend l'expérience migratoire plus violente, mais elle n'est pas imposée de façon unilatérale.** On constate une différence marquée entre les politiques de réponses à la migration ukrainienne et celles des migrations provenant de l'extérieur de l'Europe : il y a un rejet de responsabilité en ce qui concerne la prise en charge des migrants qui traversent la Méditerranée pour accéder à l'Europe. Ce durcissement de politique se présente à plusieurs niveaux - la pression internationale mise aux gouvernements nationaux pour dévier des voies migratoires, la criminalisation et le sabotage du travail des organisations de sauvetage maritime, et sur le plan national, le climat de doute de la parole du migrant pendant les demandes d'asile en France.

● **La question du genre est centrale à l'expérience migratoire, mais son importance est sous-estimée.** Les femmes, reconnues comme groupe social ayant droit à une protection spéciale, vivent la migration de façon genrée. Que ce soit le cas des femmes ukrainiennes en Europe ou des demandeuses d'asile en Île-de-France, la vulnérabilité des femmes migrantes aux violences sexuelles est importante, particulièrement si celles-ci sont en situation de non-hébergement. Cette vulnérabilité est exacerbée par la politique nationale des pays d'accueil. Cette violence institutionnelle se retrouve aussi dans les politiques d'asile qui privilégient les traces physiques plutôt que la parole en tant que preuve pendant les entretiens de demandes d'asile, et dans le manque de sensibilisation chez les agents qui traitent le récit des expériences des femmes migrantes. Cette vulnérabilité exige donc des réponses collectives pour mieux protéger les femmes migrantes.

● **L'impact de la politique nationale sur l'expérience migratoire est sous-estimé.** Au Niger, la loi 2015-36 criminalisant toute activité liée à la migration dans la région d'Agadez a rendu illégal du jour au lendemain un secteur économique important non seulement pour ceux qui étaient directement impliqués, mais poussant aussi la poursuite de la migration vers des canaux plus dangereux, et créant des conflits entre les acteurs locaux. L'impact de la politique nationale se retrouve aussi dans les politiques d'accueils - la création de politiques d'insertion et d'installation pour les réfugiés ukrainiens qui ont évité la qualification de "crise migratoire", ou, inversement, le manque de structures de soutien et d'hébergement qui vulnérabilise les migrantes en Île-de-France. D'autant plus, ces politiques migratoires peuvent s'avérer mortelles - c'est le cas de certaines politiques italiennes qui cherchent à retarder le travail des ONG telles que SOS Méditerranée.

● **Face au désengagement des États, des sites de solidarité collective se mobilisent.** La solidarité peut se présenter, entre autres, sous forme de solidarité communautaire, comme dans la diaspora des femmes réfugiées ukrainiennes, ou sous forme d'initiatives d'association comme SOS Méditerranée. Il est important de noter, que ces formes de solidarités ne peuvent pas se substituer pour des structures d'encadrement - par exemple, le droit à la santé ne peut se substituer pour le droit à l'hébergement.



Les propositions, du dialogue à l'action :

Combattre la désinformation à travers la recherche et l'établissement de faits objectifs

Le genre est une question centrale de l'expérience migratoire, et son importance est souvent sous-estimée.

La solidarité collective s'est multipliée, mais elle ne peut pas remplacer le manque structurel au niveau national, ni la responsabilité des États.



Table ronde 4

« Risques climatiques et catastrophes : penser et affronter les désastres »

Invertendants :

- **Georges DJOHY**, socio-anthropologue, Université de Parakou (Bénin), lauréat 2018 d'une bourse de la Fondation
Enjeux de la localisation de l'aide humanitaire face aux vulnérabilités dans l'extrême Nord-Bénin
- **Annabelle MOATTY**, géographe, Institut de Physique du Globe de Paris, lauréate 2020 d'une bourse de la Fondation
De la reconstruction post-catastrophe à la réduction des vulnérabilités : quels leviers d'action pour l'adaptation ?
- **Jan VERLIN**, sociologue, Chaire Géopolitique du Risque, ENS
Entre polycrise et crises rampantes. Quelle gestion de crise pour l'humanitaire ?
- **Omar ABOU SAMRA**, directeur du Centre mondial de préparation aux catastrophes (FICR)
Evidence: doing better, not just as before

Modérateurs :

- **Sandrine REVET**, directrice de recherche au CERI, SciencesPo
- **Camille RAILLON**, chargée de mission scientifique à la Fondation Croix-Rouge française



Contexte

Sous l'effet de nombreux facteurs, notamment des changements climatiques, les catastrophes « naturelles » se multiplient partout dans le monde et provoquent des crises humanitaires importantes. Elles demeurent cependant le produit de vulnérabilités sociales, et les réponses techniques ne sont pas suffisantes pour renforcer la résilience des populations. Cette table ronde a abordé les différentes dimensions liées à la préparation des populations, les effets des catastrophes « naturelles » sur la cohésion sociale, ou encore les facteurs de vulnérabilité des territoires. Elle a permis d'apporter de nouveaux éclairages, pistes d'action, mais aussi des réflexions sur les politiques publiques, l'importance du contexte local ou sur les nouveaux enjeux liés à la gestion des risques.

L'essentiel

La planète est confrontée à des catastrophes de grande ampleur qui ont des conséquences négatives sur les communautés et les sociétés. Des recherches approfondies ont montré qu'il est **essentiel d'être bien préparé aux risques des catastrophes**. La mise en place d'**espaces de dialogue interdisciplinaires** est un prérequis pour améliorer la gestion des catastrophes. Selon les intervenants, le secteur humanitaire rencontre **trois problèmes principaux en matière de gestion des risques et des catastrophes** : l'absence ou l'inadéquation de ressources financières, le manque de préparation et le défaut d'articulation entre aide locale et internationale en fonction du contexte culturel ou de la région.

● **Ressources financières**

Les parties prenantes ont souligné les défis **financiers auxquels de nombreuses ONG font face en raison de leur dépendance aux dons pour leur modèle économique**. En cas de catastrophe, les donateurs ont tendance à faire des dons, particulièrement pendant et immédiatement après l'événement. Cependant, il demeure **difficile d'assurer un financement durable pour la phase post-catastrophe et de relèvement**.

● **Préparation aux risques**

Les intervenants ont souligné le **manque de préparation aux catastrophes et de stratégie de reconstruction**. Les communautés locales, nationales et internationales doivent collaborer davantage pour identifier les risques potentiels. Une préparation adéquate aux risques implique une amélioration et facilite la reconstruction des communautés après une catastrophe.

● **Aide locale vs. internationale**

Les intervenants ont souligné les **diverses perceptions de l'aide, en fonction de son origine locale ou internationale**. Dans certaines situations, une communauté peut associer l'aide locale à la corruption et au pouvoir politique, favorisant ainsi une préférence pour l'aide internationale. En revanche, dans d'autres contextes, les communautés rurales peuvent regarder l'aide internationale d'un œil critique et exprimer une certaine réticence à son égard.



Les propositions, du dialogue à l'action :

Ressources financières

Les donateurs doivent être conscients de l'importance d'allouer leurs ressources financières non seulement pendant une catastrophe, mais également avant et après celle-ci. C'est durant ces moments critiques que les communautés locales ont le plus besoin d'assistance. Il est crucial de renforcer les partenariats financiers en tenant compte du secteur et de la géographie, afin de garantir la viabilité des projets tout au long de la période de financement.

Préparation aux risques

Une communication étendue et une transparence accrue entre les parties prenantes, en particulier entre les acteurs internationaux et locaux, sont essentielles pour anticiper les risques potentiels et répondre aux besoins des communautés. Trois points critiques nécessitent une concentration particulière dans la phase de préparation :

- Réduction des risques de catastrophes par la localisation
- Diminution de la vulnérabilité par la reconstruction de la gouvernance
- Reconstruction des communautés : promotion de la solidarité aux niveaux local, régional et national.

L'efficacité d'une action locale significative est renforcée lorsque les investissements dans la préparation aux catastrophes sont effectués en collaboration avec les communautés et les participants actifs.

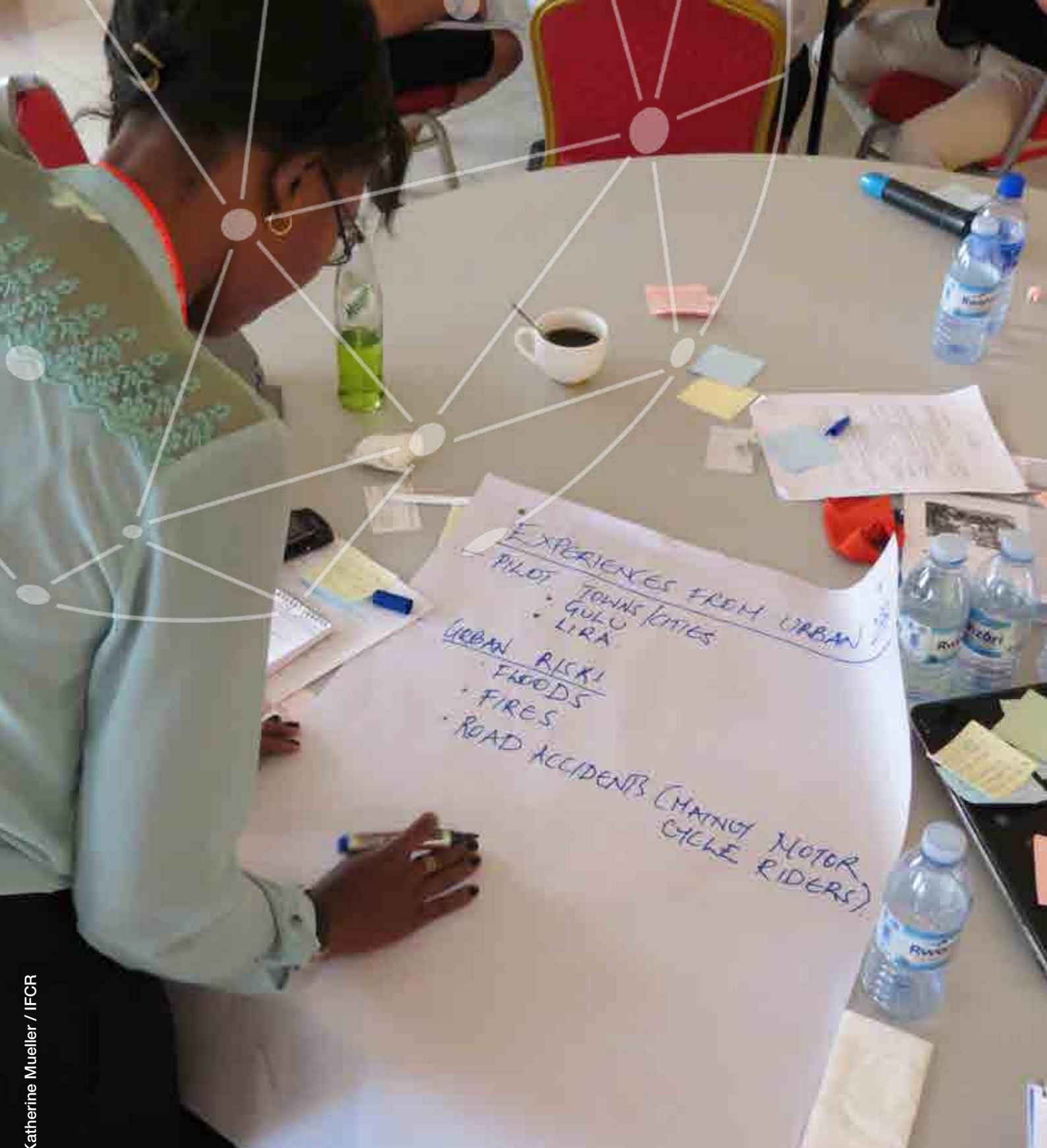


Table ronde 5

« Faire de la recherche sur et avec les humanitaires : quels enjeux éthiques, financiers, méthodologiques ? »

Invertendants :

- **Estelle FOURAT**, sociologue, chargée de mission à la MSH Sud, lauréate 2019 d'une bourse de la Fondation
L'aide alimentaire aux migrants éclairée par la recherche
- **Maria Gabrielsen JUMBERT**, géopolitologue, directrice de la recherche au Peace Research Institute Oslo (PRIO)
Donner du sens aux crises, violences et conflits
- **Sandrine SIMON**, directrice Santé et Plaidoyer à Médecins du Monde
La science au service de la santé humanitaire et solidaire
- **Eleanor DAVEY**, historienne, spécialiste de l'action humanitaire internationale
Pour une histoire de l'humanitarisme

Modérateurs :

- **Vincent LEGER**, chargé de recherche à la Fondation de la Croix-Rouge française
- **François AUDET**, docteur en philosophie, directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire (OCCAH), professeur à l'UQAM



Contexte

Depuis l'avènement de l'humanitaire moderne marqué par la création du CICR, l'action humanitaire est devenue un sujet de recherche. Ces dix dernières années, les initiatives de recherche se sont multipliées non seulement « sur », mais aussi avec le secteur humanitaire, en partant des questionnements et des réflexions des acteurs au cœur de la réponse humanitaire. Cette table ronde a permis de dresser un état des lieux du développement important des collaborations entre secteurs scientifique et humanitaire, des différentes formes qu'elles peuvent prendre et de leurs résultats, afin d'engager une réflexion sur les conditions de leur succès et les défis majeurs qui subsistent pour renforcer le lien entre recherche et action humanitaire.

L'essentiel

Selon les intervenants, **le domaine des « études humanitaires » reste encore relativement restreint et largement dominé par les sciences de la santé**. Il constitue un domaine complexe qui peut prendre des formes très différentes selon ses approches : "par", "pour", "avec" et "sur". **La recherche scientifique "par" les humanitaires est considérée comme nécessaire**, même si elle est orientée par des intérêts spécifiques. Elle vise à fournir des **réponses ciblées à des questions précises** ou à **soutenir des engagements particuliers**. En parallèle, la recherche "pour" les humanitaires correspond à une recherche commandée, dans le but de comprendre et de répondre à des questions et engagements dans une démarche d'optimisation. Quant à **la recherche "avec" les humanitaires**, elle adopte une perspective partenariale et réflexive, favorisant une co-construction des connaissances. Cette approche encourage **la prise de recul pour assurer l'objectivité**. Enfin, la recherche "sur" les humanitaires est souvent de nature plus théorique et critique.

- Selon les intervenants, les collaborations dans le domaine de la recherche humanitaire entre chercheurs et praticiens de l'action sociale ou de la solidarité internationale favorisent la formation d'**une communauté de connaissances**. Les bénéfices de celle-ci ne se limitent pas aux résultats de la recherche, mais s'étendent également à **l'encouragement des discussions** et des perspectives indépendantes et novatrices, créant ainsi un moment propice au partage et à la rencontre.
- Une des principales conditions du succès de ces collaborations est que chacun – chercheurs et acteurs humanitaires – **comprenne les besoins et reconnaisse les intérêts et limites de son interlocuteur**.
- Les chercheurs doivent parvenir à **expliquer le mode de production de la recherche**, y compris les principes éthiques qui le guident. Ils doivent aussi s'engager dans un dialogue sur certains termes importants pour l'action humanitaire et qui revêtent des sens différents dans l'approche scientifique..
- Le développement d'une communauté de connaissances va de pair avec la **communication des résultats** des collaborations entre chercheurs et acteurs humanitaires. Cela se manifeste à travers la diffusion large et accessible des résultats des recherches au grand public, et dans le secteur humanitaire en particulier afin de les mettre en pratique avec les acteurs sur le terrain.



Les propositions, du dialogue à l'action :

La communauté de connaissances scientifiques sur l'humanitaire gagnerait encore à se développer par la diffusion plus large et accessible des résultats des recherches sur l'humanitaire. Cela favoriserait non seulement une meilleure propagation des résultats de la recherche, mais contribuerait aussi à l'émergence de nouvelles idées au sein du secteur humanitaire.

Quelle que soit l'approche – "par", "pour", "avec", "sur" les humanitaires – il est important de promouvoir les collaborations entre chercheurs et humanitaires

Au-delà de la logique de projets, rendre possible des échanges continus garantirait une compréhension mutuelle des besoins, des intérêts et des limites de chaque partie, une acculturation propice à développer un langage commun, favorisant ainsi des initiatives de recherche utiles au secteur humanitaire.

Les intervenants



Omar ABOU SAMRA est titulaire d'un doctorat en droit et directeur de la préparation de la Croix-Rouge américaine où il travaille en étroite collaboration avec les unités locales, les bénévoles et le personnel de la Croix-Rouge américaine pour mettre en œuvre des programmes et initiatives clés liés à la préparation et à la gestion des catastrophes. Il dirige également le Centre mondial de préparation aux catastrophes (Global Disaster Preparedness Center, GDPC). Le GDPC est une organisation internationale qui travaille en partenariat avec plusieurs agences et organisations pour développer des programmes, des ressources et des formations visant à améliorer les capacités des populations à faire face aux situations d'urgence.



Francis AKINDÈS est professeur de sociologie politique et économique à l'Université Alassane Ouattara Bouaké et président du Conseil scientifique de l'université, ainsi que le coordinateur scientifique de la Chaire UNESCO de bioéthique. Il est également le vice-président du conseil scientifique de la Fondation Croix-Rouge Française. Ses domaines d'intérêt scientifique sont variés et comprennent notamment les transitions politiques, la violence politique et les politiques publiques post-crise. Il a été professeur invité dans plusieurs universités, dont Oxford (Royaume-Uni), l'Université d'Uppsala (Suède) et le Collège de France. Il a également été membre du conseil d'administration d'Osiwa, la composante ouest-africaine de la Open Society Foundation (Georges Soros). Il est l'auteur de nombreux articles et travaux scientifiques sur les processus de démocratisation et la violence politique. Il possède également une vaste expérience en tant que consultant et conseiller auprès de plusieurs organisations internationales, notamment la Banque mondiale, l'Union européenne, l'USAID, la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, l'UNRISD, l'AFD, le FIDA, le WWF et la Fondation Mark Planck.



Julien ANTOULY est doctorant en droit international au Centre de droit international de Nanterre (CEDIN, Université Paris-Nanterre). Il mène des travaux sur la conformité du régime de lutte contre le terrorisme aux normes encadrant l'assistance humanitaire en droit international. Diplômé de droit et relations internationales, et titulaire d'un master en management de l'École supérieure de commerce de Grenoble, il a occupé les fonctions de chargé de projets scientifiques au sein du LMI MaCoTer (IRD, Bamako), puis de coordinateur des programmes scientifiques de la Fondation Croix-Rouge française.



François AUDET est professeur titulaire à l'École des Sciences de la Gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal et directeur général de l'Observatoire canadien sur les crises et l'aide humanitaire (OCCA). Il est également directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM). Titulaire d'un doctorat de l'École d'administration publique (ENAP) dont la thèse porte sur les processus décisionnels des organisations humanitaires internationales par rapport au renforcement des capacités locales, il a également été Visiting Scholar au Program on Humanitarian Policy and Conflict Research (HPCR) de l'Université Harvard. Avant d'entreprendre une carrière académique, François Audet a cumulé plus de quinze années d'expérience dans le domaine de l'aide humanitaire. Il a notamment été Chef de la délégation régionale de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien pour la Croix Rouge canadienne et Directeur des programmes pour CARE Canada. Précédemment, il a travaillé plusieurs années en Amérique latine et en Asie du Sud-Est pour le compte du Centre canadien d'étude et de coopération internationale où il a agi à titre de chef des projets d'aide humanitaire. Il a participé à plus d'une centaine de missions humanitaires et d'appui technique dont en Haïti, en Colombie, dans la Corne de l'Afrique, et dans la région du Sahel. Ses intérêts de recherche portent sur les nouvelles pratiques et approches critiques de l'humanitaire, les enjeux migratoires et la politique d'aide canadienne au développement.



Ryoa CHUNG est professeure de philosophie et enseigne à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal. Elle est co-Directrice du Centre de Recherche en Éthique et vice présidente de l'Association canadienne de philosophie. Chung est lauréate d'un Prix d'excellence en enseignement 2005. Elle fut pensionnaire scientifique étranger à l'ENS de Fontenay/St-Cloud (Paris, 1997) et a effectué deux séjours de recherche à titre de 'visiting scholar' à Columbia University et au Harvard School of Public Health. Ses articles ont paru dans des revues telles que *Public Health Ethics*, *Journal of Medical Ethics*, *Journal of Human Rights Practice*, *Journal of International Humanitarian Action*, *The Lancet*. Chung a co dirigé avec Jeangène Vilmer l'ouvrage *Éthique des relations internationales* (PUF, 2013). Avec Ore. Joanne Liu, ex-présidente internationale de Médecins Sans Frontières, Chung a co-publié dans *Hastings Center Bioethics Forum* et un chapitre dans l'ouvrage à paraître, *Justice and Global Health*, Routledge, 2023. Elle a développé (avec M. Hunt, McGill) la notion de 'vulnérabilité structurelle de santé'. Son projet de recherches actuel, financé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, est intitulé Santé, sécurité et justice. Les défis du 21e siècle.



Philippe DA COSTA est président de la Croix-Rouge française depuis septembre 2021, il en a assumé les fonctions de secrétaire national depuis 2017. Docteur en sciences de l'éducation, diplômé de l'Institut supérieur de gestion, auditeur de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN) et de l'Institut des Hautes Études de la Protection Sociale (IHEPS), il a débuté sa carrière en 1988 en tant que Responsable de la politique jeunesse et sports du département du Doubs. Il occupe ensuite à partir de 1990 les postes de Directeur de la formation puis de Commissaire général des Scouts de France et de Directeur de la vie associative de la Croix-Rouge française en 2002. Parallèlement, il assume divers mandats dont la Présidence de la Conférence Permanente des Coordinations Associatives (Mouvement associatif) de 1996 à 1998 et la Présidence du Scoutisme mondial de 2007 à 2008. En 2011, il rejoint le Groupe Macif en qualité de Conseiller du Président puis, en 2014, de Directeur général adjoint. En 2019, il devient membre du Comité exécutif d'AG2R LA MONDIALE et, en 2020, membre du Comité de direction Groupe.



Eleanor DAVEY est historienne, spécialiste de l'histoire de l'humanitaire. Elle a été lauréate du Prix de Recherche du Fonds Croix-Rouge Française en 2016. Dans son livre *Idealism beyond Borders : The French Revolutionary Left and the Rise of Humanitarianism, 1954-1988* (2015), elle s'est intéressée aux spécificités des réponses françaises face aux problématiques du « Tiers-Monde » et l'émergence du sans-frontiérisme. Ce livre est le gagnant conjoint du prix du livre de l'International Studies Association International Ethics Section 2017. Elle a aussi publié des ouvrages sur les dynamiques de pouvoir et les débats au sein de, et entre, les organisations humanitaires et leurs interlocuteurs, notamment sur l'histoire du droit international humanitaire et d'autres concepts d'intervention, sur les engagements humanitaires avec les groupes armés anticoloniaux et sur l'aide dans les situations de déplacement et d'enfermement. Eleanor a deux projets actuellement soutenus par l'Independent Social Research Foundation et l'Alameda Institute. Outre ses propres recherches, elle a soutenu un large éventail de projets de recherche universitaires et praticiens, à travers des postes à l'Overseas Development Institute (Londres), au Humanitarian and Conflict Response Institute (l'Université de Manchester) et au Humanitarian Advisory Group (Melbourne).



Eric DELAPORTE est médecin (PUPH) au CHU de Montpellier au sein du service des maladies infectieuses et tropicales. Professeur de maladies infectieuses à l'université de Montpellier, il est également directeur de l'unité mixte de recherche TransVIHMI de l'Université de Montpellier, de l'INSERM et de l'IRD. Eric Delaporte occupe par ailleurs les postes de directeur de l'Institut Expos'UM de l'université de Montpellier et de directeur de l'institut Bouisson-Bertrand.



Alice DESCLAUX est anthropologue de la santé à l'institut de recherche pour le développement (IRD). Elle a travaillé surtout en Afrique de l'ouest, en étudiant l'adaptation des systèmes médicaux aux épidémies (VIH, Ebola, covid). Ses recherches à visée opérationnelle ou théorique, inscrites dans la santé publique ou critiques, ont porté sur des objets tels que le médicament, la guérison, le traitement social des vulnérabilités liées à l'âge et au genre, les innovations thérapeutiques, les addictions. Elle a souvent mené ces travaux avec des équipes Nord-Sud et multidisciplinaires, et animé des réseaux de réflexion et d'échange en anthropologie médicale.



Georges DJOHY est socio-anthropologue. Il a étudié l'économie et la sociologie rurales à l'Université de Parakou (Bénin) et est titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale de l'Université de Göttingen (Allemagne). Depuis 2008, il participe à des recherches sur les systèmes (agro)pastoraux peuls, avec un accent sur les changements environnementaux et socio technologiques. Il s'intéresse à plusieurs thématiques, notamment le changement climatique, l'aide humanitaire, l'alimentation et la nutrition, le genre et l'inclusion sociale, l'utilisation durable des terres, l'innovation locale et l'action collective des associations (agro)-pastorales. Leader de l'Unité de Recherche sur les Systèmes Agro-Pastoraux, Humanitaires et Alimentaires (UR-SAPHA), il a (co)-publié de nombreux articles et contribué à des ouvrages collectifs.



Vincent FALGAIROU est Sage-Femme et épidémiologiste. Titulaire d'un doctorat en santé publique, il a partagé sa carrière en tant que clinicien à l'hôpital, puis en tant qu'expert dans le domaine de la santé humanitaire internationale. Il a particulièrement travaillé sur des projets de préparation et de réponse aux épidémies dans des environnements complexes et a participé au développement de l'expertise de la Croix-Rouge sur le sujet. Il occupe aujourd'hui le poste de responsable du département santé pour les opérations internationales de la Croix-Rouge française.



Estelle FOURAT est docteure en sociologie, enseignante et précédemment chargée de recherche dans le cadre de plusieurs projets de recherche et de recherche action. Elle est dorénavant chargée de mission à la MSH SUD pour animer le pôle « Co-recherches et ingénierie pédagogique en recherche-action participative ». Ses recherches portent sur les enjeux sociaux et les dimensions culturelles de l'accès à l'alimentation, à travers une approche globale des pratiques et des décisions alimentaires.



Françoise FROMAGEAU est médecin gériatre et vice-présidente de la Fondation Croix-Rouge française. Elle a un long engagement au sein de la Croix-Rouge, d'abord localement à Pont l'Abbé, où elle a présidé l'unité locale pendant 12 ans, puis au département du Finistère, enfin à la région Bretagne qu'elle préside depuis mars 2017. En 2004, elle est élue administratrice nationale de la Croix-Rouge française. En 2013, elle en devient secrétaire nationale, en tant que présidente de la commission des statuts et du bénévolat, poste qu'elle gardera jusqu'en 2017. Nommée en décembre 2013 au Haut conseil de la vie associative, elle est également vice-présidente de MONALISA (Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés), membre du conseil national de lutte contre l'exclusion et membre du conseil d'administration de l'ANSA (Agence nationale des solidarités actives). Elle est chevalier dans l'Ordre du Mérite (2009) et chevalier de la Légion d'honneur (2015).



Dorothea HILHORST est professeur en Aide humanitaire et Reconstruction à l'Institut international d'études sociales (ISS) de l'Université Erasmus de Rotterdam. Ses publications portent sur les politiques et les pratiques quotidiennes d'aide humanitaire, de réduction des risques de catastrophe, d'adaptation au changement climatique, de reconstruction et de consolidation de la paix. Son principal programme de recherche porte actuellement sur les situations où conflits et catastrophes naturelles coïncident. Elle est également présidente de l'Association internationale d'études humanitaires. Elle a contribué à l'ouvrage *People, Aid and Institutions in Socio-Economic Recovery. Facing Fragilities* (2016) et a publié *The Real World of NGOs : Discourse, Diversity and Development* (2003).



Aissata ASSANE IGODOE est doctorante en sociologie et chercheuse associée au Ceped (Centre Population et Développement). En 2018, elle a soutenu sa thèse « Scolarisation des filles et genre : influence des rapports sociaux de sexe sur la scolarisation des filles au Niger » à l'Université Paris Descartes. Avec le soutien de la Fondation Croix-Rouge française, Aissata Assane Igodoe a conduit en 2020 une recherche sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans la région d'Agadez dans un contexte de crise internationale et d'intervention humanitaire accrue.



Maria Gabrielsen JUMBERT est chercheuse principale à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO) et codirectrice du Centre norvégien d'études humanitaires (NCHS). Elle est titulaire d'un doctorat en relations internationales et sciences politiques de l'Institut d'études politiques (SciencesPo) de Paris, sur l'internationalisation des conflits au Soudan (2010). Ses recherches se concentrent sur les interfaces humanitaires et sécuritaires dans les zones frontalières européennes, et sur la manière dont elles s'influencent mutuellement : des politiques européennes de migration et de gestion des frontières aux réponses humanitaires et citoyennes, aux crises d'accueil dans des pays tels que la Grèce, la France et la Norvège. Elle a également beaucoup travaillé sur le rôle des technologies de surveillance des frontières et sur les efforts de recherche et de sauvetage en mer.



Rana KHAROUF est docteure en droit international public de l'Université Paris Sorbonne, elle est auteure de plusieurs publications sur le droit international public. Elle est enseignante à Sciences Po. Paris, et Juge-asseuse à la Cour Nationale du Droit d'Asile en France, nommée par le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies. Avant de rejoindre la délégation du CICR (2014-2021), en tant que conseillère juridique, elle a enseigné à l'Université Catholique de Lille. Elle a effectué plusieurs missions de recherches scientifiques au sein de l'Institut Max-Planck pour le droit public comparé et pour le droit international à Heidelberg. Elle était également en charge des programmes relatifs à la gouvernance et aux droits de l'Homme, auprès de l'UNESCO à Paris.



Firmin KRA est socio-anthropologue, enseignant-chercheur à l'Université Alassane Ouattara, au département d'anthropologie et de sociologie. Il est chercheur associé à la Chaire Unesco de Bioéthique (CUB) au sein de ladite Université et au Laboratoire-Population Environnement-Développement (LPED) de l'IRD. Il est actuellement post-doctorant sur le Programme «Public Health Actions for Côte d'Ivoire» (PACCI), dans le cadre d'un partenariat scientifique entre la CUB et l'Institut Robert Koch et le CHU de Bouaké. Représentant pays du Réseau anthropologie des Épidémies Émergentes (RAEE) et coordonnateur pays du Groupement de Recherche International (GDRI) dudit Réseau, il a également été boursier de la bourse ARTS de l'IRD et membre de la Jeune Équipe Associée à l'IRD de la CUB. Dans ses travaux, il s'intéresse aux politiques de santé publique, notamment sur les politiques de surveillance épidémiologique, de prévention, de préparation et de réponses aux épidémies. Sa thèse portant sur les « fenêtres d'opportunité anthropologiques des politiques biosécuritaires en temps d'épidémie » analyse particulièrement les politiques d'articulation entre impératifs funéraires et normes biosécuritaires en temps d'épidémies.



Fabienne LASSALLE est diplômée de l'IEP de Grenoble et titulaire d'un Master sur le Développement, la Coopération et l'action Humanitaire (Université Panthéon-Sorbonne). Elle a coordonné pendant 12 ans des projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux (Commission européenne, Banque Mondiale, Banques régionales de développement) en Afrique, Europe de l'Est, Asie et Amérique latine. Elle a également été pendant 8 ans, Directrice associée de Gondwana Biodiversity Development, société de conseil pour la protection de la Biodiversité. En 2015, elle participe à la création de l'association SOS MEDITERRANEE dont elle devient la directrice adjointe.



Vincent LEGER est titulaire d'un doctorat en anthropologie à l'University College London. Sa thèse a porté sur les conséquences de l'urbanisation sur le bien-être des personnes âgées à Ouagadougou. Il est aujourd'hui chargé de recherche à la Fondation Croix-Rouge française, notamment en charge du suivi des recherches soutenues par la Fondation et ses partenaires.



Jean-François MATTEI est professeur de pédiatrie, de génétique et d'éthique biomédicale. Membre du Comité consultatif national d'éthique jusqu'en 1997, il est membre de l'Académie nationale de médecine depuis cette date. Il a été député de 1989 à 2002 et ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées de 2002 à 2004. Il a été élu président de la Croix-Rouge française en 2004 et membre du conseil d'administration de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en 2005. Réélu à ces postes en 2009 et jusqu'en 2013, il est président du Fonds de la Croix-Rouge française de 2013 à 2018. Il est membre du conseil d'administration de Convergences.



Annabelle MOATTY est géographe, chercheuse au CNRS (Laboratoire de Géographie Physique, UMR 8591 à Thiais). Elle a soutenu en 2015 sa thèse « Pour une Géographie des reconstructions post-catastrophe : risques, sociétés et territoires » à l'Université Paul Valéry de Montpellier. Avec le soutien de la Fondation Croix-Rouge française, Annabelle Moatty a conduit en 2020 une recherche visant à analyser les mécanismes de solidarité mis en place après le passage du cyclone Irma à Saint-Martin (Antilles françaises). Cette étude comble un manque de connaissances sur les blocages qui freinent la sortie de crise et contraignent les capacités d'adaptation. Elle prend place dans le Projet ANR Tirez et a notamment permis de concevoir un livret de vulgarisation sur la reconstruction post-cyclone aux Antilles. Le travail d'Annabelle Moatty s'inscrit dans les grands enjeux environnementaux et sociaux de notre siècle : protection des populations en situations extrêmes et réduction des facteurs de vulnérabilités, enjeux de développement durable et régulation des espaces urbanisés en zones de danger afin de réduire le coût des catastrophes, développement en imaginant des territoires moins vulnérables.



Christine NTAHE est présidente de la Croix-Rouge du Burundi depuis janvier 2022, qu'elle avait rejoint en 2009. Journaliste de profession, elle s'est impliquée dans de nombreuses activités caritatives au long de sa carrière. Elle a animé pendant 30 ans le programme « Tuganirizibondo » (dialogue avec les enfants) à la Radio-Télévision Nationale du Burundi (RTNB) dans lequel elle donne une voix aux enfants et défend leurs droits. Surnommée « Maman Dimanche » par les centaines d'enfants en situation de rue dont elle prend soin, elle fonde l'Association Bon Geste (ABG) au service de ces enfants démunis. Elle est l'auteure de l'ouvrage *Elles : Un hommage aux oubliées : recueil de témoignages sur des pionnières de la paix au Burundi, au risque de leurs vies* paru aux éditions Jimbere du Burundi en février 2019. Elle reçoit de nombreux prix prestigieux qui récompensent ses multiples engagements caritatifs et humanitaires parmi lesquels le Prix Mondial KENN ALLEN pour le leadership Volontaire décerné par l'Association Internationale pour l'Effort Volontaire (IAVE), le prix de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, au concours « Women inspire and innovate », ou encore un prix décerné par le Président de la République du Burundi à l'occasion du 52e anniversaire de la fête de l'indépendance du Burundi.



Sébastien PIMONT est professeur des universités et doyen de l'École de droit de Sciences Po. Il a soutenu une thèse sur L'économie du contrat (dir. Jean Beauchard, P.U.A.M. 2004) à la Faculté de droit de Poitiers. Après avoir été doyen de la faculté de droit de l'Université de Savoie, il a dirigé le département de droit de Sciences Po ainsi que le centre de recherche de l'École de droit de Sciences Po. Il est cofondateur de la revue *Jurisprudence-Revue critique* et également co-responsable de la chronique des ouvrages généraux à la *Revue Trimestrielle de droit civil*. Il dirige le domaine droit des Presses de Sciences Po.



Camille RAILLON est docteure en science politique. Elle est spécialiste de la résilience des communautés et des familles face aux catastrophes naturelles. Au cours des dix dernières années, elle a travaillé en tant que chercheuse pour l'ONG Rupantar Bangladesh, l'agence TERI India et le Groupe URO France, en se concentrant spécifiquement sur les questions de vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques des populations les plus défavorisées. Depuis deux ans, Camille a rejoint la Fondation Croix-Rouge française, où elle occupe le poste de chargée de mission scientifique. Elle supervise de nombreuses recherches soutenues par la Fondation CRF et apporte son soutien à l'organisation d'événements scientifiques.



Christopher RASSI a occupé divers postes au sein de l'IFRC, dont le plus récent est celui de chef de la délégation du Cluster pays, basé à Bangkok, en Thaïlande, et de représentant auprès de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique. À ce titre, il a travaillé avec les Sociétés nationales du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande et du Vietnam, ainsi qu'avec la direction de l'IFRC dans toute l'Asie du Sud-Est. Avant de rejoindre l'IFRC, il a occupé plusieurs fonctions au sein des Nations Unies et dans le domaine du droit privé. Il a travaillé avec le Tribunal spécial pour le Liban et avec les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda à La Haye (Pays-Bas) et à Arusha (Tanzanie). Il a également été greffier en droit étranger à la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud à Johannesburg. Il est membre du conseil d'administration du concours Jean-Pictet en droit international humanitaire



Sandrine REVET est anthropologue, chargée de recherche au CERI de Sciences Po Paris. Ses premiers travaux se sont orientés autour de l'anthropologie des catastrophes, avec une thèse sur les coulées de boue de 1999 au Venezuela (Anthropologie d'une catastrophe, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2007). De 2008 à 2015, elle a mené une enquête multi-sites sur l'action internationale vis-à-vis des catastrophes qui l'a conduite des bureaux de l'ONU à Genève à plusieurs pays d'Amérique latine dans lesquels sont mis en place des programmes de prévention ou de gestion de catastrophes « naturelles ». En 2018, elle a débuté une recherche sur le règlement par le droit des relations entre humains et environnement dans un contexte de crise à partir du cas du fleuve Atrato en Colombie, déclaré personnalité juridique en 2016. Elle coordonne ou participe à plusieurs réseaux de recherche sur les catastrophes.



Philippe RYFMAN est professeur et chercheur associé honoraire au Département de Science Politique et au Centre Européen de Sociologie et Science Politique de la Sorbonne (CESSP-Sorbonne) à l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne. Expert-consultant auprès d'institutions non gouvernementales et intergouvernementales, il a participé à diverses évaluations de programmes ainsi qu'à des missions d'études. Avec le Directeur général de la Fondation Mérieux et l'ancien Président de la Croix-Rouge française, il co-organise depuis 2009 le Forum Espace Humanitaire (FEH) qui réunit tous les 18 mois environ à Annecy pour une rencontre fermée de haut niveau les dirigeants des principaux acteurs français non gouvernementaux de la solidarité internationale (ONG et Croix-Rouge) dans le champ humanitaire.



Marie-Caroline SAGLIO-YATZIMIRSKY est anthropologue et psychologue clinicienne. Elle est professeur des universités en anthropologie de l'Asie du Sud l'INALCO, IUF senior, chercheur au CESSMA (UMR 245), et directrice de l'Institut Convergences Migrations (CNRS). De 2015 à 2017, elle a été Vice-présidente de l'INALCO chargée de la recherche. Ses travaux d'anthropologue portent notamment sur l'exclusion sociale en Inde et au Brésil et elle a publié une dizaine d'ouvrages scientifiques en anglais, français et portugais sur ces questions, et un roman, *Bombay* (ed. Sege Safran, 2023). Elle s'intéresse aux questions migratoires à travers ses terrains d'anthropologue et sa consultation de psycho traumatologie auprès de demandeurs d'asile (hôpital Avicenne, Bobigny 93, depuis 2010). Elle a dirigé plusieurs programmes de recherche dont le récent programme ANR LIMINAL qui traite des interactions et médiations langagières et culturelles entre acteurs en situation de crise migratoire. Elle a co-produit la plateforme Migralect.org sur les parlers aux frontières, qui rassemble 2500 mots et expressions dans 8 langues des parlers des campements. En 2019, elle a fondé le premier diplôme universitaire professionnel d'interprétariat-médiation pour les étudiants en exil. Ses récents livres portent sur les questions du trauma, de la culture et de l'exil, dont *La voix de ceux qui crient, rencontre avec des demandeurs d'asile* (Albin Michel, 2018).



Nina SAHRAOUI est responsable (Principal Investigator) du projet ERC GENDEREDCLIMATEMIG mené au laboratoire PRINTEMPS, CNRS. Ses travaux portent sur l'articulation des questions migratoires et de genre. L'ouvrage issu de ses recherches doctorales a été publié chez Palgrave Macmillan sous le titre *Racialised Gare Workers and European Older-Age Gare. From Gare Labour to Gare Ethics* (2019). Elle a été soutenue par la Fondation Croix Rouge française en 2020 pour le projet « Le rôle des acteurs de l'ESS au près des femmes migrantes en situation de précarité socio-légale : les défis genrés de l'insertion sociale en île-de-France ». Ses publications récentes incluent les ouvrages *Borders across Healthcare* (chez Berghahn Books, 2020), *Gender-Based Violence in Migration: Interdisciplinary, Feminist and Intersectional Approaches* (chez Palgrave, 2022) et *Postcoloniality and Forced Migration* (chez Bristol University Press, 2022). Ses recherches ont également été publiées dans les revues *Raisons Politiques*, *Migrations et Société*, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, *Society and Space* et *Social Policy and Society*, entre autres.



Filip SAVATIC est Teaching Fellow à Sciences Po Reims. En 2022-2023 il a travaillé en tant que chercheur postdoctoral sur le projet Migration Governance and Asylum Crises (MAGYC) au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris. Ses recherches portent sur des questions concernant les migrations internationales et l'intégration européenne. Dans le cadre du projet MAGYC, il a contribué à l'étude de l'externalisation des contrôles migratoires par les États européens et de l'impact des politiques publiques sur les flux migratoires. Il a obtenu son doctorat en science politique (Government) à l'Université de Georgetown (Washington, DC, Etats-Unis) en décembre 2021. Sa thèse doctorale porte sur les décisions des États européens à développer des approches similaires pour gérer les migrations irrégulières malgré des conditions économiques, sociales et politiques très variables.



Sandrine SIMON est infirmière avec un double master en gestion de projet et en santé publique. Elle a travaillé pendant 6 ans dans différents pays d'Afrique en tant que responsable de projets de santé (intégration de la prévention et prise en charge du VIH dans les systèmes de santé, renforcement des systèmes de santé, implication de la population dans la définition et mise en œuvre des actions de santé...). En 2010, elle a rejoint le siège de Médecins du Monde en tant que référente sur la santé sexuelle et reproductive. Depuis 6 ans, elle est chargée de la Direction Santé et Plaidoyer de MDM qui intègre un pôle recherche et apprentissages.



Marc-Henry SOULET est professeur ordinaire de sociologie, titulaire de la Chaire de Travail social et politiques sociales de l'Université de Fribourg en Suisse. Il est Président d'honneur de l'Association internationale des sociologues de langue française. Ses travaux portent principalement sur l'étude de la « non-intégration », de l'exclusion sociale et de la vulnérabilité et sur l'analyse des formes concrètes d'intervention sociale en lien aux transformations contemporaines de l'État social. Il est directeur des collections « Res Socialis » aux éditions Schwabe de Bâle où il a coordonné la publication de plusieurs ouvrages. Il s'intéresse par ailleurs à l'épistémologie et la méthodologie des sciences sociales, notamment dans le champ de la recherche qualitative.



Aude STURMA est docteure en sociologie de l'environnement, ingénieure de recherche au CNRS à la Maison des Sciences de l'Homme de Toulouse. En 2013, elle a soutenu sa thèse « Les défis de l'assainissement à Mayotte : dynamiques de changement social et effets pervers de l'action publique » à l'Université Toulouse Jean Jaurès. Elle s'intéresse au lien entre santé et environnement, plus particulièrement aux interactions complexes entre normes environnementales, organisation sociale, pouvoir politique local et système institutionnel. A travers ses différents terrains de recherche (académique) et d'expertise notamment réalisés dans l'océan Indien, elle a porté son regard sur le lien entre gouvernance locale de l'eau et la précarité sanitaire. Aujourd'hui, la question de l'accès à l'eau pour les publics précaires devient centrale dans ses recherches dans un contexte de changement climatique et d'exacerbation des risques sanitaires qui en résulte. Avec le soutien de la Fondation Croix-Rouge française, Aude Sturma a conduit en 2020 une recherche visant à examiner la gestion sociale de l'eau dans le quartier Kierson de la commune de Koungou à Mayotte où la pollution de l'eau a entraîné une crise sanitaire avec des cas récurrents de fièvre typhoïde. Cette recherche visait à améliorer les capacités à faire face au risque épidémique des populations vulnérables et des acteurs de santé.



Virginie TROIT est la directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française pour la recherche humanitaire et sociale depuis 2017 en continuité du Fonds Croix-Rouge créé en 2013. Elle rejoint la Croix-Rouge suite à huit ans d'expérience au sein d'ONG locales et internationales (dont Médecins sans Frontières et Handicap International.). Elle est administratrice de l'international Humanitarian Studies Association (IHSA), membre du Comité de la revue Alternatives Humanitaires et du Comité de pilotage du Red Cross Red Crescent Research Consortium (RC3). Titulaire d'un doctorat en science politique (Sciences Po Paris), elle est docteure associée au CERI et membre du Groupe de recherche sur l'action multilatérale (GRAM).



Valérie VERDIER est docteure en sciences végétales et phytopathologiste. Elle étudie les interactions entre les bactéries phytopathogènes et les plantes tropicales, dont la compréhension est un enjeu crucial pour la sécurité alimentaire. Co-auteure de plus de 100 publications scientifiques, elle est reconnue internationalement pour ses contributions fondamentales à la compréhension des mécanismes par lesquels les bactéries causent des maladies notamment au manioc et au riz, et aux approches développées pour leur contrôle. Représentante de l'IRD en Colombie entre 1998 et 2000, Valérie Verdier a alterné de nombreux séjours longs et courts à l'international au cours de sa carrière. Elle a conduit des recherches en Afrique centrale, en Afrique de l'Ouest, en Amérique latine et aux États-Unis. Experte associée à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses, France) entre 2015 et 2018, Valérie Verdier est, depuis 2012, chercheuse associée à la Colorado State University (États-Unis). Elle a reçu la bourse Marie Curie de la Commission européenne en 2010 et le prix du service international de l'American Phytopathology Society (APS) en 2014. Elle a été élevée au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur en 2016. Valérie Verdier a été correspondante de Jeunes équipes associées à l'IRD (JEA). Elle est particulièrement engagée en faveur de la formation des jeunes chercheurs des pays en développement, notamment celle des femmes



Jan VERLIN est maître de conférence à l'Université Lyon 3 Jean Moulin et directeur adjoint de la Chaire géopolitique de risque de l'Ecole Normale Supérieure. Il a occupé des postes de chercheur postdoctoral au Crisis Lab, au Centre de Sociologie des Organisations et au Centre d'Études et de Recherche Internationales de Sciences Po ainsi qu'à la chaire géopolitique de risque de l'ENS. Après des études de science politique à la Freie Universität Berlin, il obtient son doctorat en 2017 à l'Université Paris-Nanterre avec une thèse sur le gouvernement des crises humanitaires. Ces recherches récentes portent sur les violences sexuelles et sexistes dans l'humanitaire, sur la gestion de risque dans les pays du sud, sur la participation de populations dans la gestion de crise et sur la coordination en situation d'urgence. Il a enseigné à l'Université de Tours, à la St John's University, à l'Université Sorbonne Nouvelle, à l'Université Paris 8, à l'Université Paris Lumière, à l'Université de Nanterre, à l'Université Paris Nord et à Sciences Po



Laurent VIDAL est anthropologue, directeur de recherche à l'IRD, membre de l'UMR SESSTIM. Depuis près de 40 ans il travaille en Afrique (Niger, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal) sur les questions de santé (sida, paludisme, tuberculose, santé maternelle) ainsi que sur l'épistémologie des sciences sociales dans des contextes de « développement. Travaux objet d'une vingtaine d'ouvrages, dont 6 en nom propre et de près de 60 articles et plusieurs dizaines de chapitres d'ouvrages. Il a dirigé le centre de sciences sociales de l'IRD à Abidjan au début des années 2000, puis le département de Sciences sociales de l'IRD à son Siège à Marseille. Il a aussi été membre de la commission scientifique sectorielle « Sciences humaines et sociales » de l'IRD, ainsi que du conseil scientifique de Sidaction. Il a été Représentant de l'IRD au Sénégal de janvier 2015 à décembre 2018 (où il a été fait Chevalier de l'Ordre national du Lion), puis Représentant de l'Institut au Mali jusqu'en 2023, et est actuellement directeur du Bureau conjoint IRD/CNRS/CRAD à Prétoria.



Anicet ZRAN est historien, maître de conférences (CAMES) à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) et formateur à l'Université des Droits de l'Homme (UDHH) du Conseil National des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire. Ses recherches portent sur l'aide humanitaire, les épidémies et la géopolitique de la santé.

Co-organisateurs et partenaires



La Fondation Croix-Rouge française

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée à la recherche en sciences humaines dans les champs humanitaire et social. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale, dans l'objectif d'améliorer les pratiques et ainsi faire avancer l'action au service des plus vulnérables. Son action se déploie autour de 3 missions principales :

- Soutenir à la recherche, par l'attribution de bourses et de prix
- Valoriser les travaux de recherche, à travers une palette de publications diversifiée
- Susciter le débat, par l'organisation d'événements scientifiques en France comme à l'étranger

Plus d'informations sur le site de la Fondation :
www.fondation-croix-rouge.fr



L'Institut de recherche pour le développement (IRD)

L'Institut de Recherche pour le Développement est un organisme de recherche public français pluridisciplinaire qui, depuis près de 80 ans, s'engage dans des partenariats équitables avec les pays du Sud et dans les Outre-mer français. Acteur de l'agenda international pour le développement, ses priorités s'inscrivent dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Ensemble, scientifiques et partenaires de l'Institut proposent des solutions concrètes pour répondre aux défis globaux auxquels les sociétés et la planète font face. Cette relation gagnante-gagnante fait de la science et de l'innovation des leviers majeurs du développement.

L'Institut est placé sous la double tutelle du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la recherche de celui chargé des Affaires Etrangères.

Plus d'informations sur le site de l'IRD :
www.ird.fr

Co-organisateurs et partenaires



L'Ecole des Affaires Internationales de Paris (PSIA)

L'Ecole des Affaires internationales de Sciences Po (PSIA) est un leader mondial en matière d'affaires internationales et contribue de manière significative au classement de Sciences Po parmi les 3 meilleures institutions mondiales en *Politics and international studies* depuis 2019 selon le classement QS.

Notre campus au centre de Paris, notre position au cœur de l'Europe et avec l'anglais comme langue d'étude, nous permettent d'attirer une communauté d'étudiants représentant plus de 110 nationalités.

Nos huit programmes de Master spécialisés et nos 17 concentrations thématiques et régionales permettent aux étudiants de personnaliser leur parcours académique et de tracer leur propre cheminement de carrière.

Des professeurs de renommée mondiale et des praticiens de premier plan dispensent des cours spécialisés qui équilibrent les fondements conceptuels et les connaissances actuelles avec la formation opérationnelle et les meilleures pratiques les plus récentes.

Les étudiants de PSIA ont régulièrement l'occasion de dialoguer avec les dirigeants et universitaires du monde à travers notre vaste série d'événements publics, y compris notre sommet annuel phare du *Youth and Leaders*.

À la fin de leurs deux années, les diplômés de PSIA sont bien placés pour poursuivre des carrières de haut niveau dans tous les secteurs et dans le monde entier.

En tant qu'école d'affaires internationales de premier plan, nous restons déterminés à proposer une offre académique innovante et à favoriser des communautés étudiantes et universitaires dynamiques et diversifiées.

Plus d'informations sur le site de Sciences Po :
www.sciencespo.fr

**Rapport de la conférence internationale
de la Fondation Croix-Rouge française**

**rédigé par les étudiants
du "Master in Human rights and humanitarian Action"
de l'Ecole des Affaires internationales (PSIA) de Sciences Po :**

Giordano CANI, Nathan CHARLES, Stephanie HAENSELER, Hannah MILLER, An-
nabelle RENOULT-LEBRUN, Evelyn WHITMEY

sous la direction de :

Rana KHAROUF, docteure en droit international, enseignante à Sciences Po PSIA

Julien ANTOULY, coordinateur des programmes scientifiques et de la valorisation
des recherches à la Fondation Croix-Rouge française

